

MEXIQUE : FICHE PAYS – JUIN 2021

Catégorie OCDE (2017) : 3/7

Notes agences (S&P / Moody's / Fitch): BBB/Baa1/BBB-

Monnaie locale : Peso mexicain (MXN) / Régime de change : Flottant

Horizon de l'objectif de neutralité carbone : -



FORCES

- Taille du marché interne (128 Mns d'habitants)
- Proximité géographique avec les Etats-Unis
- Importante base industrielle
- Dette externe modérée
- Pays membre de l'OCDE
- Réserves en devises importantes

FAIBLESSES

- Dépendance aux Etats-Unis pour les exportations, les transferts de migrants et l'investissement
- Déficiences en infrastructures, éducation, recherche
- Faible développement du crédit
- Secteur informel important
- Corruption et violence

SYNTHÈSE :

Evolution des risques : en amélioration

Environnement macroéconomique et financier :

- **Vulnérabilité de la croissance :** Après une contraction de l'activité à -8,2% en 2020 (parmi les plus élevées de la région), les prévisions de croissance pour 2021 sont comprises entre 5% et 5,5%. L'entrée en vigueur de l'accord de libre-échange UMSCA en juillet 2020 (qui a remplacé l'ALENA) devraient favoriser les investissements étrangers au Mexique, porte d'entrée pour le marché américain. La situation sanitaire encore non maîtrisée, la hausse de l'inflation, ainsi que l'absence de soutien budgétaire aux ménages et aux entreprises limitent le rebond de la croissance cette année.
- **Vulnérabilité des comptes publics :** La politique budgétaire prudente dont le Mexique fait preuve depuis plusieurs années devrait se poursuivre. Le Mexique a fait le choix de l'austérité en 2020 : les dépenses budgétaires de soutien à l'économie n'ont représenté que 0,7% du PIB (soit le niveau le plus faible de la région) et des mesures coercitives pour récupérer des arrières d'impôts ont notamment été mises en place. Cela a limité la dégradation du déficit public et de l'endettement, mais les conséquences sociales sont plus fortes comparées aux autres pays de la région, avec plus de la moitié de la population vivant désormais sous le seuil de la pauvreté. Le Mexique demeure l'un des seuls grands pays de la région (avec le Chili et le Pérou) à conserver sa notation *Investment grade* auprès des trois principales agences de ratings.
- **Vulnérabilité extérieure :** Le peso s'est déprécié de 10% en moyenne face au dollar en 2020, mais eu tendance à se réapprécier plus rapidement que la plupart des grandes devises de la région à partir du T4 2020, favorisé par l'excédent de la balance courante et plus récemment par les meilleures perspectives de croissance. Malgré la progression de la dette externe (autour de 46% du PIB, dont 68% de dette publique), le pays dispose de liquidités en devises non négligeables grâce au renouvellement jusqu'en décembre 2021 de l'accord d'échanges de devises (60 Mds d'USD) avec la Réserve américaine (FED), et de la ligne de crédit modulable (Flexible Crédit Line) de 61 milliards d'USD auprès du FMI.
- **Vulnérabilité du secteur bancaire :** Malgré la chute de l'activité, seuls 17% du total des prêts auraient fait l'objet d'une restructuration en septembre 2020. Les créances douteuses progressent, mais restent relativement faibles à 2,1% du total du portefeuille de prêts en juin 2020.

Environnement politique et gouvernance

- **Stabilité socio-politique :** Le Morena, parti du président AMLO a renforcé sa position dans les régions lors des élections législatives et locales qui ont eu lieu en juin dernier. La coalition présidentielle n'a cependant pas obtenu la majorité requise au sein du Congrès pour modifier la constitution dont l'objectif était notamment de revenir sur la réforme du marché de l'énergie approuvé par son prédécesseur.
- **Climat des affaires :** Bien que le pays ait perdu 6 places au classement *Doing Business 2020* de la Banque Mondiale, le Mexique demeure le 2^{ème} meilleur environnement des affaires d'Amérique Latine (derrière le Chili) et 60^{ème} sur 190 pays au niveau mondial.

Environnement et politique du climat :

- **Vulnérabilité climatique :** Le système énergétique mexicain repose essentiellement sur l'usage du pétrole et du gaz naturel pour la production électrique (soit environ 75% de la production d'électricité). La part des énergies renouvelables dans le mix énergétique reste faible à près de 17% de la production électrique du pays en 2019. Le Mexique a réaffirmé en 2020, son engagement à réduire ses émissions de CO2 de 51% à l'horizon 2050. A noter toutefois que les émissions de gaz à effet de serre (GES) ont eu plutôt tendance à progresser de +1,3% en moyenne par an depuis 2014.

STRUCTURE DES ÉCHANGES

Principaux produits échangés				Principaux partenaires commerciaux + France			
Part moyenne des échanges de marchandises 2015-2019 (% du total)				Part moyenne des échanges de marchandises 2015-2019 (% du total)			
Exportations		Importations		Exportations		Importations	
Voitures automobiles	24,7%	Machines, appareils élect.	20,9%	Etats-Unis d'Amérique	78,9%	Etats-Unis d'Amérique	46,2%
Machines, appareils élect.	19,4%	Machines, appareils méc.	0,0%	Canada	2,9%	Chine	17,8%
Machines, appareils méc.	16,4%	Voitures automobiles	6,8%	Chine	1,5%	Japon	4,2%
Pétrole	5,7%	Combustibles	6,5%	Allemagne	1,4%	Allemagne	3,7%
Instruments d'optique	4,2%	Matières plastiques	4,7%	France (15ème)	0,5%	France (15ème)	0,6%

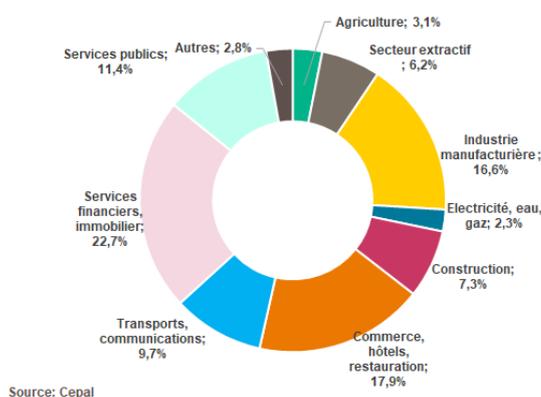
Source: Cnucead

TABLEAUX DES PRINCIPAUX INDICATEURS

MEXIQUE	2016	2017	2018	2019	2020	2021(p)
STRUCTURE ECONOMIQUE						
PIB (Mds USD, courant)	1 078	1 159	1 222	1 269	1 076	1 192
<i>Rang PIB mondial</i>	15	15	15	15	15	15
Population (Mns)	122,7	124,0	125,3	126,6	127,8	129,0
<i>Rang Population mondiale</i>	11	11	11	10	10	10
PIB / habitant (USD)	8 789	9 343	9 753	10 024	8 421	9 246
Croissance PIB (%)	2,6	2,1	1,9	-0,1	-8,2	5,0
Inflation (moyenne annuelle, %)	2,8	6,0	4,9	3,6	3,4	3,9
Part exportations manufacturées (% total exp.)*	80,9	80,4	79,5	80,0	0,0	0,0
FINANCES PUBLIQUES						
Dette publique (% PIB) ^D	49,4	46,6	46,8	46,8	53,8	52,6
Solde public consolidé (% PIB)	-2,7	-1,1	-2,2	-2,3	-4,5	-3,4
Charge de la dette publique (% recettes budg.)*	11,7	13,6	14,5	14,5	0,0	0,0
POSITION EXTERNE						
Solde courant (% du PIB)	-2,3%	-1,8%	-2,1%	-0,3%	2,4%	1,8%
IDE (% du PIB)**	2,9%	2,6%	2,1%	1,8%	1,9%	1,8%
Réserves (en mois d'importation B&S)**	5,3	4,8	4,3	4,5	5,8	5,0
Dette extérieure totale (% PIB)**	35,7%	38,5%	38,1%	38,5%	45,6%	46,0%
Dette extérieure CT (% PIB)*	4,9%	4,5%	5,0%	4,9%	NA	NA
Taux de change***	18,66	18,93	19,24	19,26	21,49	NA
SYSTEME BANCAIRE						
Fonds propres / actifs pondérés	14,9	15,6	15,9	16,0	NA	NA
Taux de NPL	2,1	2,1	2,1	1,8	2,1 ^E	NA
ROE	16,3	19,6	20,9	20,6	11,9 ^E	NA
SOCIO-POLITIQUE						
Rang gouvernance Banque Mondiale (214 Pays)*	121	121	121	121	141	141
Rang doing business (190 pays)*	NA	45	47	49	60	NA
CLIMAT						
Rang émissions de CO2 par hab. (145 pays) ^a	71	71	72	NA	NA	NA
Rang ND-Gain (181 pays) ^b	76	76	76	NA	NA	NA
Rang politique climat (58 pays) ^c	NA	NA	NA	15	41	38

Légendes : (e) estimations ; (p) prévisions Sources: FMI (Weo avril 2021); * B. Mondiale; **Oxford Economics,***T. Reuters;
a : Agence Internationale de l'Energie, b : Notre Dame Global Adaptation Initiative, c : Germanwatch, d: Ministerio de Hacienda de Mexico;
e: données juin 2020

Ventilation sectorielle du PIB





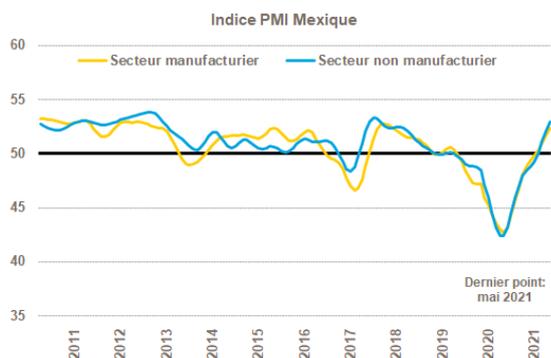
1. SITUATION ECONOMIQUE

• Rebond partiel de l'activité en 2021

En 2020, la contraction de l'activité au Mexique a été parmi les plus importantes de la région à -8,2% (contre une chute du PIB de 7% pour la région). La chute de la demande américaine qui s'est traduit par une baisse des exportations et de l'investissement, ainsi qu'un soutien budgétaire à l'économie très réduit (autour de 0,7% du PIB) ont contribué à la forte contraction de l'activité.

En 2021, les perspectives de croissance sont comprises entre 5% et 5,5%, favorisées principalement par la forte reprise aux Etats-Unis. L'économie mexicaine est en effet fortement dépendante du marché américain. Les Etats-Unis sont de loin la première destination des exportations (80 % du total) et le premier fournisseur (près de 50%), la première source de revenus touristiques et de transferts des travailleurs émigrés, ainsi que le premier investisseur étranger.

De plus, l'entrée en vigueur de l'accord de libre échange UMSCA en juillet 2020 (qui a remplacé l'ALENA) devrait favoriser les investissements étrangers au Mexique, porte d'entrée pour le marché américain. Dans ce contexte, les indicateurs de confiance de l'industrie (PMI) restent orientés à la hausse (Cf. graphique ci-dessous). Le pays bénéficie aussi de la hausse du prix du pétrole¹, dont près de la moitié des exportations est à destination des Etats-Unis.



Source: Institut Mexicain des Finances (IMEF)

Côté interne, la consommation des ménages (65% du PIB environ) resterait en revanche modérée et principalement dépendante de l'amélioration du marché du travail, où le taux de chômage est en progression². A l'instar de la plupart des pays de la région en 2020, le Mexique a fait le choix de l'austérité, expliquant des conséquences de la crise sanitaire sur

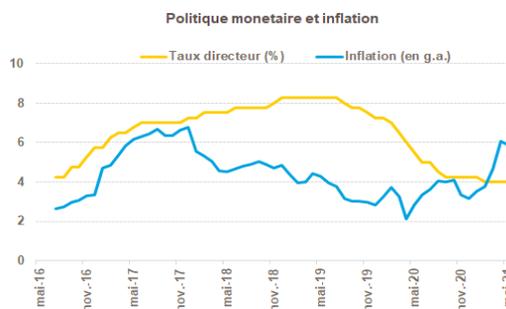
¹ Le Mexique a produit en moyenne 1,7 millions de barils de pétrole par jour (Mb/j) en 2019, soit la baisse la plus importante depuis près de 40 ans. Malgré cette évolution liée à l'ancienneté des champs pétroliers dont la production est en déclin, le Mexique exporte en moyenne 75% de sa production, dont près de la moitié à destination des États-Unis.

les conditions de vie de la population plus fortes, avec plus de la moitié de la population vivant désormais sous le seuil de la pauvreté³.

L'investissement public devrait par ailleurs rester limité. Le gouvernement n'a annoncé aucun plan de relance d'envergure pour soutenir l'économie face aux impacts causés par le covid-19. Une reprise du plan d'investissement prévue initialement pour 2020 a néanmoins été annoncé. Il concernerait les secteurs des communications et de l'énergie en partenariat avec le secteur privé, estimé à près de 12 Mds d'USD, soit environ 1,8% du PIB.

• Vers une fin du cycle d'assouplissement monétaire

Depuis le début de la crise du coronavirus, la banque centrale mexicaine (Banxico) a abaissé son taux directeur de 325 pbs à 4%. Le taux directeur mexicain est cependant resté à un niveau relativement plus élevé en 2020, comparé aux autres grands pays de la région (à l'exception de l'Argentine). La progression de l'inflation (cf. graphique ci-dessous) est source d'inquiétude et conduit d'ores et déjà au durcissement de la politique monétaire. La banque centrale a ainsi réhaussé de 0,25 points son taux directeur en juin à 4,25%. Les prévisions de marché tablent désormais sur 2 nouvelles hausses du taux directeur à partir du S2 2021 portant ainsi le taux directeur à 4,75%.



Source: T. Reuters

• Un système bancaire sain et dominé par les banques étrangères

Le secteur bancaire mexicain est constitué de 51 banques commerciales, majoritairement étrangères (espagnoles et américaines). Les 3 premières banques du pays sont d'ailleurs étrangères : BBVA, Santander et Banamex⁴ détiennent la moitié des actifs du système bancaire local.

Le crédit bancaire destiné au secteur privé était en progression jusqu'à fin 2019, mais demeure faible à environ 20% du PIB⁵ en 2019. Le faible niveau de

² Le taux de chômage a atteint 4,4% au T1 2021, contre 3,4% au T1 2020. L'informalité du marché du travail reste cependant très élevé et toucherait près de 55% de la population active.

³ Source : Comisión Económica para América Latina y el Caribe (CEPAL).

⁴Banamex (Banca Nacional de Mexico) a été racheté par l'américain Citi Group en 2001.

⁵Source : BBVA



bancairisation (seule 44% de la population adulte disposerait d'un compte en banque⁶) participe également à la faiblesse du crédit puisqu'une bonne partie de l'épargne des mexicains échappe au circuit bancaire. Le faible degré d'intermédiation financière est aussi lié à la taille du secteur informel qui représenterait 23% du PIB en 2019⁷.

Le secteur bancaire mexicain reste profitable. Les créances douteuses progressent, mais restent relativement faibles à 2,1% du total du portefeuille de prêts en juin 2020 et bien provisionnées (environ 1,6 fois le montant des créances douteuses). Malgré, la chute de l'activité, seuls 17% du total des prêts auraient été restructurés en septembre 2020.

2. FINANCES PUBLIQUES

- **Une gestion budgétaire prudente**

La politique budgétaire prudente dont le Mexique fait preuve depuis plusieurs années porte ses fruits. En 2019 et pour la 3^{ème} année consécutive, le pays a affiché un excédent budgétaire primaire et cela malgré le ralentissement de l'activité économique qui avait pesé sur les recettes.

Pour 2020, l'objectif d'excédent établi à 0,7% du PIB ne s'est pas concrétisé compte tenu des retombées négatives liées à la crise sanitaire. A noter cependant que le déficit primaire enregistré par le Mexique (-0,5% du PIB) a été nettement plus faible comparé aux autres pays de la région⁸ compte tenu d'une part, d'un soutien budgétaire à l'économie très limitée (0,7% du PIB) et d'autre part, d'un niveau de recettes resté relativement résilient malgré la chute de l'activité.

Le Mexique a notamment adopté des modifications aux règles fiscales en vigueur afin d'optimiser la perception des taxes et d'impôts, ainsi que des mesures coercitives lui permettant de récupérer d'importants arrières d'impôts. Des retraits exceptionnels (environ 1% du PIB) du Fonds de stabilisation de recettes FEIP, ainsi que des dividendes exceptionnels d'entreprises parapubliques ont permis de limiter la baisse des recettes en 2020.

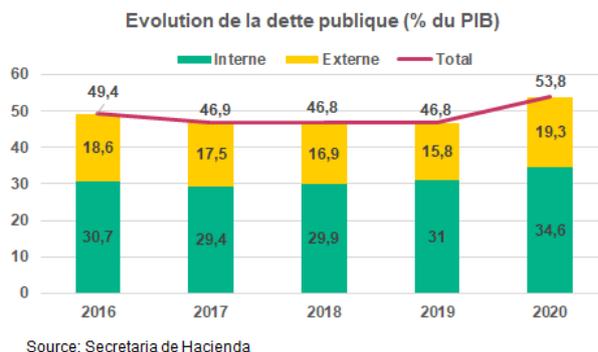
Dans ce contexte, le déficit du gouvernement central s'est peu élargi à -2,4% du PIB (contre -1,8% du PIB en 2019), tandis que le déficit consolidé du secteur public a atteint -4,5% du PIB en 2020.

Pour 2021, le budget est resté prudent avec un retour à l'excédent primaire prévu à +0,2% du PIB et un déficit public consolidé à -3,4% du PIB. Cette évolution est basée sur un scénario de croissance de +5,3% et un prix moyen du baril de pétrole à 55 USD.

- **Le Mexique conserve sa notation *investment grade* auprès des agences de notation**

Depuis 2016, la dette publique a eu tendance à diminuer. Elle avait atteint 46,8% du PIB en 2019.

Cette tendance s'est cependant inversée avec la progression du déficit. Selon le Ministère des finances la dette publique atteint désormais 53,8% du PIB en 2020, dont 19,3% du PIB pour la dette externe.



Malgré la hausse de la dette publique, le Mexique demeure l'un des seuls grands pays de la région à conserver sa notation *Investment grade* auprès des trois principales agences de ratings. A noter cependant une baisse d'un cran de la note souveraine du pays au début de la crise sanitaire: passée de BBB+ à BBB chez S&P (mars 2020), de BBB à BBB- par Fitch (avril 2020) et de A3 à Baa1 par Moody's (avril 2020).

- **La situation de PEMEX pourrait peser sur le risque souverain**

L'entreprise nationale de pétrole, PEMEX, présente une situation financière toujours délicate. Les pertes nettes qui avaient doublé en 2019 à près de 18 Mds d'USD, a encore progressé en 2020 (+38% par rapport à 2019). Le niveau d'endettement de l'entreprise est aussi jugé très élevé, estimé à près de 9% du PIB mexicain (autour de 113 Mds d'USD en 2020) et constitue un passif éventuel pour l'Etat mexicain.

Face aux difficultés de PEMEX, le gouvernement avait annoncé (septembre 2019) un plan d'aide financière de 5 Mds d'USD pour le rachat de la dette de l'entreprise et PEMEX a émis 7,5 Mds d'USD d'obligations pour couvrir une partie de sa dette arrivant à échéance. En 2020, le gouvernement a accordé 2,3 Mds d'USD sous forme d'allègements fiscaux et a annoncé (février 2021) qu'il injecterait 1,5 Mds d'USD supplémentaires pour soutenir la trésorerie de l'entreprise. De plus, l'investissement de 8 Mds d'USD prévu dans le cadre de la construction de la raffinerie « Dos Bocas » semblerait sous-estimé et pourrait nécessiter un soutien financier supplémentaire de l'Etat, pouvant ainsi contribuer à une dégradation des finances publiques du pays.

3. POSITION EXTÉRIEURE

- **Un commerce extérieur dépendant de la demande américaine**

⁶Source : CNBV

⁷Source: https://www.inegi.org.mx/temas/pibmed/#Informacion_geral

⁸ A titre d'illustration le déficit primaire au Brésil a été de 9,1% du PIB en 2020.



Les exportations mexicaines sont fortement orientées vers les Etats Unis qui en absorbent plus de 80 % en moyenne. Elles sont majoritairement composées de biens manufacturiers (deux tiers environ) et de pétrole (près de 10 %). Près de la moitié des exportations manufacturées est fabriquée dans les maquiladoras, usines implantées dans des zones franches situées près de la frontière américaine, où les composants sont importés (généralement du nord du continent) avant d'être réexportés après assemblage sous forme de produits finis. Les exportations hors pétrole du pays sont dominées par l'automobile, suivies par les machines et équipements électroniques et mécaniques. Les importations sont plutôt constituées de composants électriques, électroniques et mécaniques, de produits intermédiaires et de biens d'équipement en provenance des Etats-Unis, près de la moitié.

- **Excédent du solde courant en 2020**

Le Mexique affiche un excédent courant de +2,4% du PIB en 2020, son niveau le plus élevé depuis les années 1980. La balance courante mexicaine a été favorisée d'une part, par un excédent commercial, tirée notamment par la chute des importations du fait de la contraction de l'investissement et de la consommation et d'autre part, par un excédent de la balance des revenus, favorisé par la hausse des transferts de fonds de travailleurs expatriés (environ 2,8% du PIB). La balance courante mexicaine devrait afficher un nouvel excédent cette année. La balance commerciale du pays devrait bénéficier de la reprise de la demande américaine, tandis que les transferts de fonds resteraient dynamiques encore cette année.

- **Un endettement externe public modéré**

La dette externe mexicaine est estimée à 45,5% du PIB en 2020⁹, soit une hausse de près de 8 points par rapport à 2019. La dette publique représente 68% du total. Le pays dispose d'un accès aisé aux sources de financements, favorisé notamment par sa notation *investment grade* auprès des 3 agences de notation. A noter toutefois que les conditions d'endettement se dégradent tout de même avec une hausse des rendements souverains à 10 ans (+178 pbs, le 26 juin dernier) par rapport il y a 6 mois.

Le Mexique dispose cependant d'une ligne de crédit de précaution (61 Mds d'USD, durée de 2 ans) auprès du FMI pouvant être notamment utilisée pour renflouer les réserves en devises si besoin. Cette ligne n'est accordée qu'aux pays présentant des antécédents de politiques économiques très solides¹⁰ (bonne gestion des finances publiques, absence d'historique de défaut souverain récent...). Les réserves en devises du pays (près de 5 mois d'importations) contribuent également à la maîtrise du risque de solvabilité externe.

- **Vers une appréciation du peso face au dollar**



La pandémie du coronavirus et la baisse du prix du pétrole ont conduit à une baisse du prix des actifs et entraîné une dépréciation du peso mexicain face au dollar américain. Le peso mexicain s'est ainsi déprécié d'environ 17% en moyenne face au dollar durant le premier trimestre de 2020. Après la chute du peso au T1 2020, la monnaie a eu tendance à s'apprécier plus rapidement que la plupart des grandes devises de la région (Cf. graphique ci-dessus), favorisée d'une part par la hausse du prix du pétrole et plus récemment par les meilleures perspectives de croissance, tirée par la reprise américaine.

A noter par ailleurs que la banque centrale mexicaine dispose de réserves en devises satisfaisantes, estimées à 195 Mds d'USD (déc. 2020) et qui placent le Mexique en position favorable pour résister aux chocs externes. La banque centrale dispose également d'un accord d'échanges de devises (60 Mds d'USD) avec la Réserve américaine (FED) renouvelée jusqu'en décembre 2021, ainsi que d'une ligne de crédit modulable (Flexipepe Crédit Line) de 61 milliards d'USD auprès du FMI et d'une durée de 2 ans. Cette ligne, renouvelée à la baisse à la demande des autorités mexicaines¹¹, permet au pays de disposer de ressources financières supplémentaires et rapidement disponibles en cas de besoin.

4. ASPECTS POLITIQUE ET GOUVERNANCE

- **Le Morena, parti du président, apparaît comme le grand gagnant des élections de mi-mandat**

Au pouvoir depuis décembre 2018, la cote de popularité du président le mexicain Andre Manuel Lopez Obrador (AMLO) est en baisse depuis l'arrivée de la crise du coronavirus. Le Mexique a été l'un des derniers pays à déclarer l'état d'urgence sanitaire et à instaurer les mesures de distanciation sociale. Malgré cela, le Morena, parti du président, a renforcé sa position dans les régions lors des élections législatives et locales, tenues en juin dernier. La coalition présidentielle n'a cependant pas obtenu la majorité requise au sein du Congrès pour modifier la constitution dont l'objectif était

⁹ Source : FMI Article IV Mexique (novembre 2020)

¹⁰ Dans la région, seuls le Chili, le Pérou et la Colombie disposent d'une ligne de précaution auprès du FMI.

¹¹ La ligne FCL a été renouvelé en 2019 à hauteur de 61 Mds d'USD, contre 73,4 Mds d'USD précédemment.



notamment de revenir sur la réforme du marché de l'énergie approuvée par son prédécesseur. Si le risque d'un retour en arrière en matière d'ouverture du secteur de l'énergie semble réduit, il n'est pas pour autant écarté puisque le gouvernement pourrait notamment faire appel au référendum pour tenter de faire bouger les réformes inscrites dans la constitution du pays.

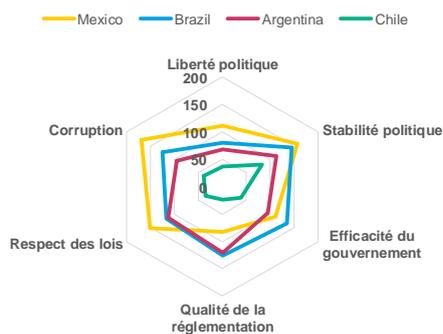
- **Un niveau de corruption encore élevé**

Le Mexique dispose d'un cadre juridique favorable à l'investissement (protection assurée par la loi), ainsi qu'une trentaine d'accords de promotion et de réciprocité des investissements. Bien que le Mexique ait perdu 6 places au classement *Doing Business* 2020 de la Banque Mondiale, **le pays demeure le 2^{ème} meilleur environnement des affaires d'Amérique Latine (derrière le Chili)** et 60^{ème} sur 190 pays au niveau mondial. Les indicateurs de gouvernance restent cependant assez médiocres notamment en matière de corruption. Selon les indicateurs de gouvernance de la Banque Mondiale (2018), le phénomène de la corruption serait plus élevé au Mexique que dans les autres grands pays de la région, dont le Brésil et l'Argentine (Cf. graphique ci-dessous).

serre (GES) de 22% à l'horizon 2050. A noter toutefois que les émissions de gaz à effet de serre (GES) ont eu plutôt tendance à progresser, de +1,3% en moyenne par an sur les cinq dernières années (2014-2018).

Depuis 2017, le Mexique ainsi que 5 autres pays d'Amérique Latine¹² font partie du projet « *Deep Decarbonization Pathways* », dont l'objectif principal est de contribuer à la construction des politiques climatiques, en lien avec l'Accord de Paris. Ce projet est mené en collaboration avec la Banque interaméricaine de développement (BID), l'AFD et l'Institut du développement durable et des relations internationales (IDDRI).

Indicateurs Banque mondiale 2018, Rang (214 pays)



5. POLITIQUE CLIMAT

Le système énergétique mexicain repose essentiellement sur l'usage du pétrole et du gaz naturel pour la production électrique (soit environ 75% de la production d'électricité). La part du gaz naturel dans la production d'électricité devrait encore progresser puisque le gouvernement prévoit une hausse de la consommation interne de 30% à l'horizon 2032 (par rapport à 2017). Selon les données de l'agence américaine de l'énergie, 56,5% de la production mexicaine d'électricité en 2019 provenait déjà de centrales à gaz. La part des énergies renouvelables dans le mix énergétique reste faible à près de 17% de la production électrique du pays en 2019. L'hydroélectricité demeure la principale filière renouvelable, devant l'éolien.

Le Mexique est signataire des accords de Paris et a réaffirmé en 2020, son engagement à réduire ses émissions de CO2 de 51% et les autres gaz à effet de

¹² Colombie, Équateur, Pérou, Argentine et Costa Rica



DIRECTION DES ETUDES, DE L'EVALUATION ET DE LA PROSPECTIVE

Baptiste Thornary Responsable Pôle Conjoncture Macroéconomie Risque pays baptiste.thornary@bpifrance.fr

Economie Internationale et risques pays

Anne-Sophie Fèvre *Afrique de l'Ouest, Afrique australe, CEI & Russie* as.fevre@bpifrance.fr

Adriana Meyer *Amérique Latine, Asie du Sud & Inde, Afrique de l'Est* adriana.meyer@bpifrance.fr

Victor Lequillier *MENA, Turquie, Chine, ASEAN* victor.lequillier@bpifrance.fr

Global trends, Pays développés, Conjoncture France

Sabrina El Kasmi Responsable / *Global trends, Pays développés, pétrole* sabrina.elkasmi@bpifrance.fr

Laetitia Morin *Macroéconomie France, Europe, conjoncture PME* laetitia.morin@bpifrance.fr

Catherine Goulmot-Wandres *Macroéconomie France, conjoncture ETI* catherine.goulmotwandres@bpifrance.fr

Disclaimer / Avertissement

This document and the information within do not create any contractual or legal binding obligation and Bpifrance reserves the right at any time and without further notice to modify its content and its form. This document and the information within it are provided for convenience and information purpose only and is in no way nor an advice, nor a recommendation, nor an offer to provide an investment service or of completion of any other operation and shall in no way be interpreted as a representation according to which an investment strategy or the completion of any other operation fits to any individual or entity. Before any decision is taken, any individual or entity is invited to seek advice from its own legal, taxation and financial advisers in order to make sure that the operation foreseen fits with its personal situation and its own aims and to make its own opinion regarding its own risk and financial analysis. This document and the information within are provided "as is" and Bpifrance disclaims all legal and other warranties, express, implied or usage of trade, including without limitation as to the accuracy, utility, completeness, fitness, of this document and the information within, nor as to the use that is made of them or the results to be obtained from decision that could be made by the individuals and entity having knowledge of them even if Bpifrance has been informed or was aware of their aim. This document and the information within are not meant to be circulated or used by any individual or entity in a country or jurisdiction where such circulation or use would be contrary to legal or regulatory obligations, or which might force Bpifrance to comply with any procedure or registration in such country or jurisdiction. The English version of this article is provided for convenience only and the French version shall prevail.

Ce document et les informations qui y figurent n'ont aucune valeur contractuelle ou juridique et Bpifrance se réserve le droit d'en modifier le contenu et la forme à tout moment et sans préavis. Ce document et les informations qu'il contient ont un but strictement informatif et ne constituent ni un conseil, ni une recommandation, ni une offre de fourniture d'un service d'investissement ou de réalisation de toute autre opération et ne doivent, en aucun cas, être interprétés comme une affirmation selon laquelle une stratégie d'investissement ou toute autre opération est adaptée à toute personne ou entité. Préalablement à toute décision chaque personne ou entité est invitée à consulter notamment ses propres conseils juridiques, fiscaux ou financiers afin de s'assurer de l'adéquation de l'opération envisagée avec sa situation particulière et ses propres objectifs et de former sa propre opinion au regard de sa propre analyse de risque et financière. Bpifrance ne garantit en aucun cas que ce document et les informations y figurant sont notamment exacts, utiles, complets, ou adaptés et ne fournit aucune garantie légale ou sur tout autre fondement, y compris expresse, implicite ou d'usage, ni concernant l'utilisation qui en est faite ou les résultats des décisions qui pourraient être prises par les personnes ou entités en ayant eu connaissance y compris si Bpifrance a été informée de leur objectif. Ce document et les informations y figurant ne visent pas à être distribués ou utilisés par toute personne ou entité dans un pays ou une juridiction où cette distribution ou utilisation serait contraire aux dispositions légales ou réglementaires, ou qui imposerait à Bpifrance de se conformer à des démarches quelconques ou obligations d'enregistrement dans ces pays ou juridictions. La version anglaise de cette clause est fournie à titre indicatif et la version française prévaut.